

ELARGISSEMENT

Affaires à faire



"Osez l'envol", le slogan de la conférence. Le clocher n'est jamais très loin.

L'adhésion de dix nouveaux pays à l'Union sera une réalité dans six mois. Au Luxembourg, on s'intéresse avant tout aux nouvelles opportunités commerciales générées par l'élargissement.

(rw) - "Le pilier commercial le plus vaste du monde" - c'est ainsi que Paul Ensch, directeur de la Chambre des Métiers, a caractérisé l'Europe élargie lundi lors de la conférence "L'élargissement approche: un nouveau monde d'affaires s'ouvre". En effet, à partir du 1er mai 2004, le marché européen comptera 451 millions de personnes, soit un plus de 20 pour cent. La valeur ajoutée économique semble être le principal objectif de la mise en œuvre d'un élargissement qui s'est annoncé dès l'écroulement du mur de Berlin: si l'intégration des anciens pays soviétiques est présentée dans les discours officiels comme indispensable à l'amélioration de leurs perspectives sociales et à leur démocratisation, ces effets seront plutôt les conditions sine qua non d'un marché européen agrandi. Ou, comme l'a exprimé Ensch: "Les états-membres existants pourront profiter de cette nouvelle prospérité, mais l'énorme avantage pour tous les états-membres provient de l'extension générale sur l'ensemble du continent européen d'une paix et d'une sécurité durable."

Le prix à payer par les populations des nouveaux états-membres (NEM) - que ce soit au niveau des prix à la consommation ou à celui des restructurations d'entreprises, entendez du chômage - n'a été que peu évoqué lors de la conférence de lundi. Cependant, les orateurs se sont différenciés par leur pronostic sur les conséquences économiques de l'élargissement. A la question "Est-ce qu'au 1er mai il y aura un big bang?", Joris Declerck de la Direction générale "Elargissement" de la Commission européenne a répondu qu'en fait, l'intégration économique est déjà très avancée: non seulement les adaptations à l'économie de marché et à l'acquis législatif communautaire sont en cours dans les pays adhérents depuis 1989, mais entretemps, des accords d'association économique ont été conclus entre l'Union et les nouveaux adhérents.

Aujourd'hui déjà, la nature des exportations des pays candidats vers l'Union actuelle serait celle "d'un commerce entre pays industrialisés", avec une part importante de biens d'équipement - machines, équipements, matériels de transport - importés de l'Europe centrale. Un fait qui se reflète d'ailleurs dans la balance commerciale entre le Luxembourg et les NEM, comme devait l'expliquer par après Guy Schuller, conseiller économique auprès du Statec. Aussi bien les exportations vers que les importations en provenance des NEM ont déjà évolué de façon considérable. Notons au passage que dans le domaine de l'échange de services, autant que la SES, Cargolux et Luxair sont déjà en train de développer leur présence dans les NEM.

Libéralisation complète

Avec l'adhésion, ce sera la libéralisation complète du commerce et des services. Dans un marché intérieur plus vaste, où tous les acteurs sont soumis aux mêmes règles, il sera, selon le représentant de la Commission, plus facile de faire des affaires, même s'il faut faire face à une concurrence interne accrue. Le développement économique accéléré dans les pays adhérents, avec des taux de croissance de deux à trois pour cent supérieurs à la moyenne européenne, offrira de nouvelles opportunités commerciales. Et Declerck de conclure sur un ton optimiste que, si choc il y aura, "ça sera surtout dans le domaine institutionnel".

Cette image d'Épinal a été ébranlée par Koen van Heusden, conseiller juridique d'entreprises en Flandre. Les différences linguistiques et culturelles, les réglementations douanières qui posent encore problème après le 1er mai, les complications dans le domaine de la TVA, les importations dites "parallèles", c.-à-d. l'effervescen-

ce d'un marché noir, et les législations nationales resteront des obstacles très concrets dans la vie journalière des entreprises, du moins dans un premier temps.

Avec ou sans permis?

Des réserves subsisteront pour certains pays, par exemple dans le domaine de l'investissement dans l'immobilier. Ainsi, la Pologne, par peur que des firmes allemandes ou irlandaises ne viennent engloutir ses terrains agricoles, ont demandé une période de transition. Même si des règles communes existent maintenant dans beaucoup de domaines, "ça ne veut pas dire qu'il va y avoir un seul code civil européen le 1er mai 2004, que les délais de prescription en Tchèque vont être les mêmes qu'en Belgique, ou que le droit de travail sera identique." L'Union a prévu des périodes de transition allant jusqu'à sept ans. Van Heusden: "La Belgique envisage de freiner l'entrée des travailleurs, contrairement aux Britanniques ou aux Hollandais. Cela signifiera que des Polonais peuvent venir aux Pays-Bas sans permis de travail, mais de l'autre côté de la frontière, ils en auront besoin."

Guy Schuller a souscrit à la thèse du "win-win-principe" en renvoyant au fait que le pouvoir d'achat chez les pays qui ont adhéré en 1981 a augmenté de façon substantielle avec leur intégration. Une success story qui s'est même traduite par une augmentation du niveau de vie plus rapide que celle de la moyenne européenne. Même s'il est difficile de faire des pronostics, "on a des raisons d'être optimiste pour l'avenir". Globalement en tout cas, car "qui dit nouveau processus d'intégration dit aussi restructuration: à l'intérieur de tous les pays, y compris des Quinze, il peut y avoir des grincements, des effets négatifs". Le représentant du Statec a cependant réfuté la thèse d'un déclenchement de fortes migrations des ressortissants des NEM vers les pays membres actuels du fait de l'élargissement. "Un élément qui va jouer, c'est bien sûr le rythme de convergence, et la question combien de temps un écart de développement restera entre les pays de l'est et les pays de l'ouest".

Ce à quoi Declerck a acquiescé: "Les adhésions précédentes ont démontré que lorsqu'il y a de nouvelles offres d'emploi dues à un développement économique accéléré, les gens préfèrent rester chez eux ou même retourner chez eux. La période transitoire a surtout été introduite à cause des régions frontalières comme l'Autriche ou l'Allemagne de l'Est qui ont déjà un très grave problème de chômage." Mais dans l'Europe post-industrielle d'aujourd'hui, peut-on encore se fier à l'équation croissance égale emploi?

Kollwelter setzt auf zweite Chance

Mit der Bildungspolitik der Regierung hart ins Gericht geht die so genannte Generation 21, eine Anfang der 90er Jahre gegründete Vereinigung um den ehemaligen LSAP-Abgeordneten René Kollwelter, die sich neben der Bildung außerdem die nachhaltige Entwicklung und die Europapolitik auf ihre Fahnen geschrieben hat. Kollwelter kritisiert vor allem die fehlende schulpolitische Strategie von Unterrichtsministerin Anne Brasseur. Die Spaltung des Unterrichtsministeriums bezeichnete er darüber hinaus als einen Fehler. Er setze auf den Ausbau der öffentlichen Schulen und auf eine Strategie der so genannten zweiten Chance, sagte Kollwelter bereits vor kurzem gegenüber der woxx (woxx 715). Von Privatschulen hält der Direktor für Europafragen an der "Schule der zweiten Schule" in Marseille dagegen nicht viel. Die "Generation 21" gab ihr Comeback am Dienstag mit einer Pressekonferenz.

Öl macht arm und abhängig

"Le pétrole: un cadeau empoisonné" heißt eine Kampagne der ASTM, mit der die Organisation über die Auswirkungen der Ölförderung im Süden der Welt informieren möchte. "Erdöl verhindert Demokratie, spitzt Ungleichheit und Armut zu, schafft Abhängigkeit, gefährdet indigene Rechte, beeinträchtigt Kultur und zerstört den Lebensraum Regenwald", fasst die ASTM diese Folgen zusammen. Zu der Kampagne gehört ein Konferenzzyklus mit Themen wie "Venezuela: Pétrole, grèves et Plan Colombie" am 6.11., "L'or noir de la forêt verte" am 13.11. sowie "A qui profite le gisement du pétrole du Tchad?" am 20.11. Zusätzlich zu diesen Abenden - jeweils um 20 Uhr im Casino Syndical de Bonnevoie - gibt es noch eine Vortragsreihe über das "schwarze Gold" in den Klimabündnisgemeinden. Nähere Infos unter www.astm.lu

Verhängnisvolles Wundermittel

Der Skandal um das Dopingmittel Tetrahydrogestrinon (THG) zieht immer weitere Kreise. Nachdem am Mittwoch der positive Test des britischen Sprinters Dwain Chambers auf THG bekannt geworden war, wurde gestern der nächste Name in der Affäre bekannt: Auch die 1.500-Meter-Hallenweltrekordlerin Regina Jacobs soll das Wundermittel benutzt haben.

Eine Analyse von 350 Proben ergab positive A-Proben bei bis zu 40 US-LeichtathletInnen. Sie waren allesamt KundInnen des Labors Balco, das THG entwickelt haben soll. THG und andere Steroide sollen ohne vorherige Tests an die SportlerInnen verkauft worden sein, heißt es in Presseberichten. Einige von ihnen könnten durchaus gefährlich sein, so ein Experte.

Rehabilitierte Springböcke

Vorbei sind die Zeiten, als Springböcke Auslöser für einen Olympiaboykott waren. Eine Reihe afrikanischer Länder nahm 1976 nicht an den Sommerspielen in Montreal teil, weil das neuseeländische Rugby-Team gegen die unter dem Namen "Springbocks" bekannte südafrikanische Mannschaft gespielt und damit den Bann gegen das Apartheid-Regime gebrochen hatte. Neuseeland machte seelenruhig bei Olympia mit - ohne sich für die Freundschaftsspiele ihrer Rugbyspieler zu schämen. Das war den afrikanischen Ländern - unter anderem Idi Amin Uganda - dann doch zu viel. Damals wäre die woxx sicher auf der Seite der Olympiaboykotteure gewesen. Immerhin zeugen ein paar Aufkleber in den Redaktionsräumen vom Protest gegen die Apartheid. Letztere gehört seit 1994 zumindest offiziell der Vergangenheit an. Und einer der woxxies ist sogar Rugby-Fan geworden und verfolgt den zurzeit stattfindenden World Cup. Gemeinsam mit seiner Familie feuert er vor dem Fernseher die "Springbocks" an - denn bei denen spielen heutzutage Spieler aller Hautfarben mit.

PIB par tête d'habitant en termes de parités de pouvoir d'achat 2002 (UE(15)=100)

(Graphique: Statec; Source: Eurostat, new cronos (11.4.03), GRI dates 1986, accession 1981)



woxx - déi aner wochenzeitung / l'autre hebdomadaire, früher: Gréngespon - wochenzeitung fir eng ekologesch a sozial alternativ - gegründet 1988 - erscheint jeden Freitag • **Herausgeberin:** woxx soc. coop. • **Redaktion:** Karin Enser (karin.enser@woxx.lu), Robert Garcia (robert.garcia@woxx.lu), Léa Graf (lea.graf@woxx.lu), Richard Graf (richard.graf@woxx.lu), Germain Kerschen (germain.kerschen@woxx.lu), Raymond Klein (raymond.klein@woxx.lu), Stefan Kunzmann (stefan.kunzmann@woxx.lu), Ines Kurschat (ines.kurschat@woxx.lu), Renée Wagener (renee.wagener@woxx.lu), Danièle Weber (danielle.weber@woxx.lu). Unterzeichnete Artikel und Grafiken geben nicht unbedingt die Meinung der Redaktion wieder. Die Redaktion behält sich Kürzungen vor. • **Karikaturen:** Guy W. Stoons • **Fotos:** Christian Mosar • **Verwaltung:** Corinne Saghuber (admin@woxx.lu) • **Bürozeiten:** Mo. - Fr. 9 - 12.30 Uhr. • **Druck:** c. a. press, Luxembourg • **Einzelpreis:** 1,49 € • **Abonnements:** 52 Nummern kosten 65 € (Ausland zzgl. 26 €); StudentInnen und Erwerbslose erhalten eine Ermäßigung von 25 € • **Postscheckkonto:** CCPL IBAN LU18 1111 1026 5428 0000 (Neu-Abos bitte mit dem Vermerk "Neu-Abo"; ansonsten Abo-Nummer angeben, falls zur Hand) • **Anzeigen:** Espace Régie Luxembourg s.a. Tel.: 26 25 75 -1 Fax: 26 25 75-75 • **Recherchefonds:** Spenden zur Unterstützung des weiteren Ausbaus des Projektes auf das Konto CCPL IBAN LU69 1111 0244 9551 0000 der "Solidarité mam Gréngespon asbl" sind stets erwünscht. Bitte keine Abo-Gelder auf dieses Konto. • **Post-Anschrift:** woxx, b.p. 684, L-2016 Luxembourg • **Büros:** 51, ave de la Liberté (2. Stock), Luxembourg • **E-mail:** woxx@woxx.lu • **Site:** www.woxx.lu • **Tel.:** (00-352) 29 79 99-0 • **Fax:** 29 79 79